Après le vote du Conseil de sécurité de l’ONU : le Hamas dos au mur

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé cette semaine par 13 voix contre zéro le plan de paix en 20 points pour Gaza présenté par le président américain Donald Trump en septembre. La Russie et la Chine se sont abstenues lors du vote.

Le plan de paix comprend la mise en place d’une administration technocratique pour la bande de Gaza sous l’égide d’un soi-disant « conseil de paix », qui serait dirigé par Trump lui-même.

Mais surtout, le plan prévoit également le désarmement de l’organisation terroriste Hamas et la démilitarisation de la bande de Gaza. Une force internationale de stabilisation doit être chargée de cette tâche. On ne sait pas encore quelles nations y participeront. Jusqu’à présent, plusieurs Etats islamiques ont signalé leur volonté de participer à cette force, en plus de plusieurs Etats européens. Outre l’Egypte et la Turquie, qui est toutefois rejetée par Israël car trop proche du Hamas, l’Indonésie, le plus grand pays islamique du monde, et l’Azerbaïdjan en font partie.

Le Hamas, qui a accepté en octobre de mettre en œuvre la première phase du plan de paix américain avec la libération de tous les otages israéliens, refuse de se désarmer. Mais maintenant que non seulement le Qatar et la Turquie, ses deux principaux sponsors avec l’Iran, soutiennent le plan, mais aussi l’ONU, l’organisation terroriste palestinienne est désormais dos au mur, non seulement sur le plan militaire, mais aussi politique. Car si le plan de paix échoue, elle devra en porter l’entière responsabilité.